

Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

L'Agro-indicateur 2023 : une conjoncture économique agricole touchée par le resserrement de la politique monétaire

Publié le 7 décembre 2023

La conjoncture économique mondiale et canadienne

À travers le monde, l'activité économique, mesurée par le produit intérieur brut (PIB), a connu une forte reprise en 2021 après sa chute en 2020 provoquée notamment par les mesures prises pour combattre la pandémie. La croissance du PIB mondial a atteint 3,3 % en 2022 et s'inscrit dans un prolongement de la reprise de 2021, mais cette fois-ci dans un contexte marqué par de fortes pressions inflationnistes engendrées par une surchauffe de l'activité économique et la guerre en Ukraine.

Afin d'endiguer l'inflation, les banques centrales ont procédé à plusieurs hausses de leur taux directeur au cours des deux dernières années. En raison notamment de la forte hausse des taux d'intérêt, le ralentissement de la croissance du PIB devrait se poursuivre en 2023 et aussi en 2024 pour plusieurs régions du monde.

Aux États-Unis, principal partenaire commercial du Québec et du Canada, le tableau ci-dessous indique que l'accroissement du PIB devrait demeurer stable en 2023 par rapport à 2022, soit environ 2,2 %. Le Québec, le Canada et l'ensemble des économies avancées devraient enregistrer une baisse substantielle de la croissance de leur activité économique après une croissance plus forte en 2022 comparativement à notre voisin du sud, les États-Unis.

Généralement, les résultats économiques de l'ensemble du secteur agricole québécois font preuve de résilience lors de conjonctures macroéconomiques défavorables, notamment en raison du besoin indispensable de s'alimenter. Mais cette fois-ci, la forte hausse des taux d'intérêt change la donne.

Croissance du PIB réel en pourcentage (%)

Pays / Régions du monde	2020	2021	2022	2023 (prévision)	2024 (prévision)
Québec	-5,3	5,6	2,6	0,4	0,1
Canada	-5,3	4,5	3,4	1,1	0,0
États-Unis	-3,4	5,7	2,1	2,2	1,0
Ensemble des économies avancées*	-4,8	5,1	2,7	1,4	0,9
Chine	2,3	8,1	3,0	5,0	4,3
Ensemble des économies émergentes et en développement**	-2,6	7,0	3,8	3,4	3,7
Monde	-3,5	6,3	3,3	2,6	2,6

- Sources : Statistique Canada, Desjardins, Prévisions économiques et financières; compilation de La Financière agricole du Québec
- * Comprend principalement les États-Unis, le Canada, la Zone euro, Le Royaume-Uni, le Japon et l'Australie.
- ** Comprend les pays hors économies avancées, par exemple : Chine, Russie, Brésil, Mexique, Inde et Afrique du Sud.

Méthodologie

L'Agro-indicateur est un modèle économétrique qui permet d'estimer les revenus, les dépenses et le revenu agricole net de l'année en cours à partir de variables représentatives de l'économie agricole du Québec. Les recettes monétaires agricoles ainsi que les prix des produits agricoles et des intrants constituent les principales données utilisées. La définition du revenu agricole net considéré pour l'Agro-indicateur correspond aux recettes monétaires agricoles totales provenant des produits agricoles et des paiements directs aux producteurs desquelles les dépenses d'exploitation et les frais d'amortissement sont soustraits.

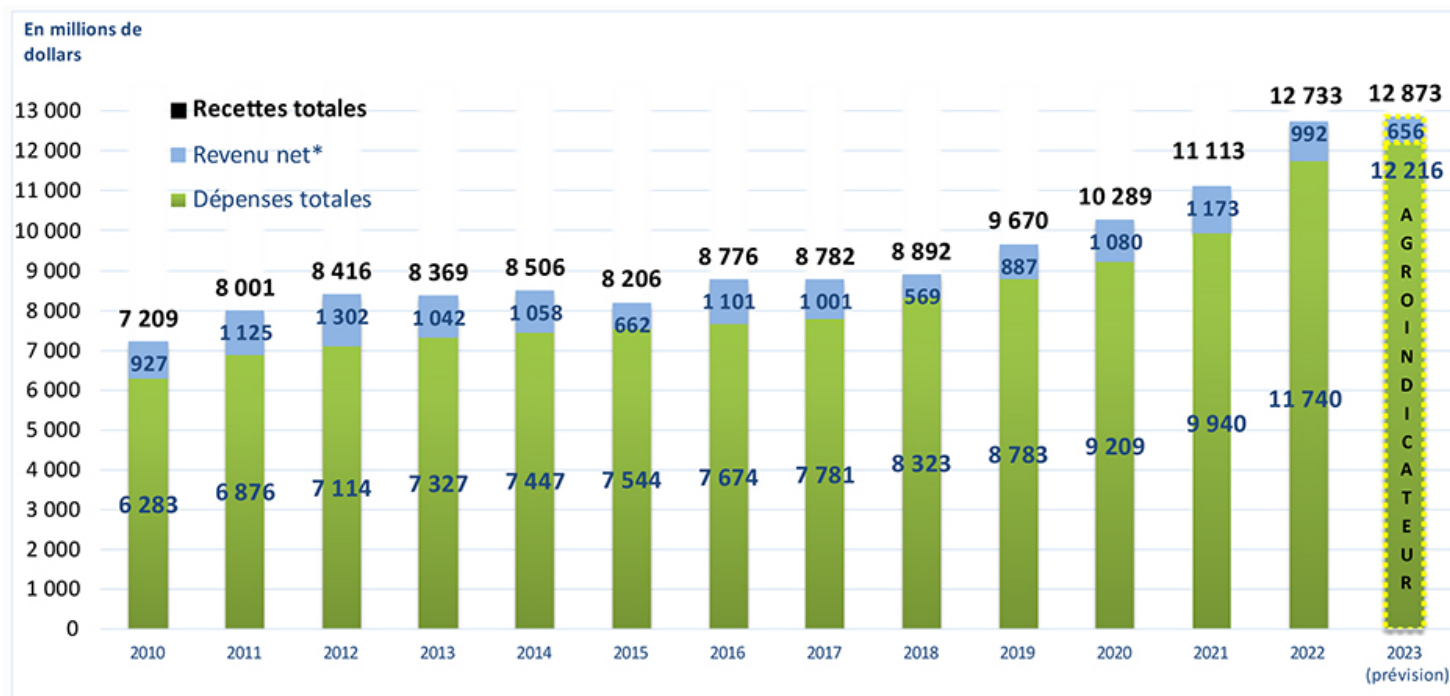
L'Agro-indicateur 2023

La conjoncture économique agricole caractérisée par la forte croissance des prix de plusieurs produits agricoles, notamment les grains, les oléagineux et le lait, a pris fin en 2023 et, par conséquent, les recettes monétaires agricoles (RMA) québécoises totales ont connu une faible augmentation de 2,9 % au cours des deux premiers trimestres de 2023 comparativement à la même période l'an dernier.

Selon l'Agro-indicateur, les RMA pourraient atteindre tout de même 12,87 milliards de dollars en 2023 et, ainsi, enregistrer un nouveau record. Toutefois, la prévision des dépenses totales atteint 12,22 milliards de dollars, soit 4,1 % de plus que l'an dernier.

Cette hausse s'avérerait particulièrement prononcée dans un contexte caractérisé par une faible hausse des RMA. Elle s'explique essentiellement par la forte hausse des frais d'intérêt tandis que les dépenses des autres intrants en agriculture devraient s'avérer d'un ordre de grandeur comparable à celles de l'an dernier. N'eût été la hausse des coûts d'emprunt à la suite des hausses du taux directeur de la Banque du Canada (BC), la situation aurait été différente. Ainsi, le revenu agricole net en 2023 pourrait se situer aux alentours de 656 millions de dollars, ce qui correspondrait à une diminution de l'ordre de 336 millions de dollars par rapport à l'an passé ou 34 %. Si ces prévisions globales s'avèrent décevantes en regard des résultats économiques des récentes années, elles indiquent également un redressement favorable et rapide de la situation au cours des prochaines années dans une perspective de baisse des taux d'intérêt.

Recettes monétaires agricoles totales, dépenses et revenu agricole net* de 2010 à 2023



- Sources : Statistique Canada, compilations et prévisions de La Financière Agricole du Québec (Agro-indicateur 2023)
- * Sans tenir compte de la valeur de la variation des stocks.

[Version texte du graphique Recettes monétaires agricoles totales, dépenses et revenu agricole net de 2010 à 2023](#)

De 2010 à 2022, les recettes monétaires agricoles québécoises ont progressé de 7 209 à 12 733 millions de dollars. Au cours de la même période, les dépenses sont passées de 6 283 à 11 740 millions de dollars ce qui a permis de dégager un revenu net de respectivement 927 et 992 millions de dollars en 2010 et 2022. Pour 2023, l'Agro-indicateur prévoit des recettes monétaires agricoles, des dépenses et un revenu agricole net de respectivement 12 873, 12 216 et 656 millions de dollars.

Revenu agricole au Québec de 2015 à 2022 (en millions de dollars)

Catégories de revenus	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2015-2022
Recettes monétaires – Cultures	2 726	3 228	3 130	3 217	3 596	3 998	4 085	5 106	3 636
Recettes monétaires – Bétail	5 279	5 155	5 338	5 214	5 539	5 647	6 454	6 939	5 696
Recettes monétaires du marché	8 005	8 382	8 468	8 430	9 135	9 645	10 540	12 045	9 331
Paievements de programmes	201	393	314	462	535	644	574	688	476
Recettes monétaires agricoles totales	8 206	8 776	8 782	8 892	9 670	10 289	11 113	12 733	9 808
Dépenses d'exploitation nettes et d'amortissement	7 544	7 674	7 781	8 323	8 783	9 209	9 940	11 740	8 874
Revenu net*	662	1 101	1 001	569	887	1 080	1 173	992	933

- Source : Statistique Canada, tableaux 32-10-0052-01 et 32-10-0045-01 (consultation en septembre 2023)
- * Sans tenir compte de la valeur de la variation des stocks.

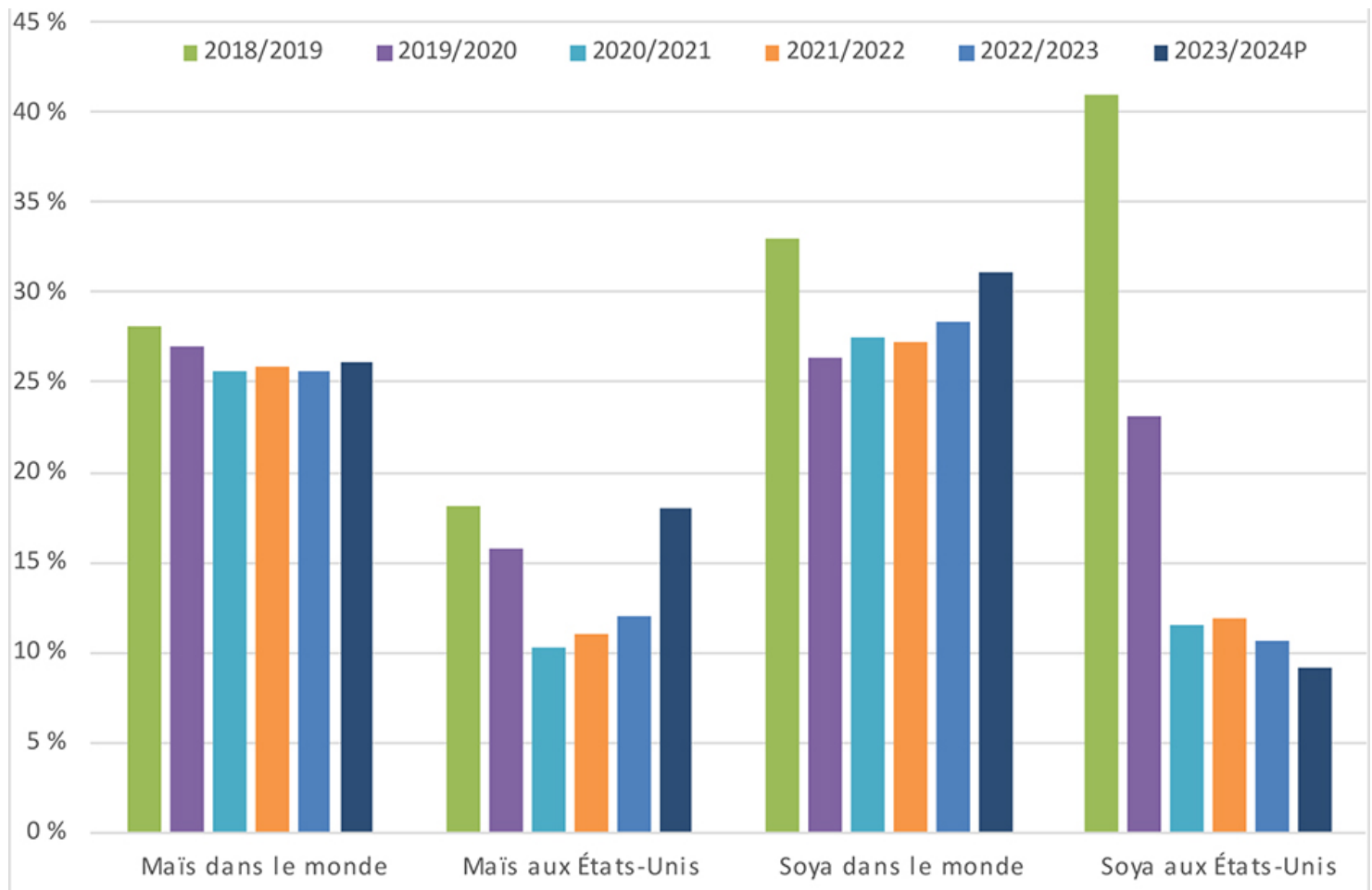
Les productions végétales

Les recettes monétaires des productions végétales ont connu une diminution de 2,7 % ou 62 millions de dollars au cours des deux premiers trimestres de 2023 comparativement à la même période l'an passé. Ce recul s'explique par la maigre récolte de sirop d'érable de 124 millions de livres, soit 41 % de moins qu'en 2022. Cela a engendré une chute de 232 millions de dollars en termes de revenus.

La hausse des recettes monétaires de l'ensemble des autres productions végétales, notamment celle du maïs-grain à la suite de livraisons plus élevées, n'a pu contrebalancer la forte diminution du secteur acéricole.

À l'échelle nord-américaine et mondiale, la croissance des prix des céréales et des oléagineux s'est essouffée, mais ceux-ci demeurent tout de même élevés notamment en ce qui a trait au soja. Cela s'explique par un contexte d'offre relativement limitée exacerbée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine qui limite la capacité d'approvisionner les marchés. Les prévisions du ministère américain de l'Agriculture (USDA) sont à l'effet d'une augmentation des niveaux plutôt faibles de ratios stocks-utilisations en 2023-2024, sauf en ce qui a trait au soja aux États-Unis.

Ratio du stock de clôture sur la consommation totale de maïs et de soja



- Source : United States Department of Agriculture (USDA) ou Département de l'Agriculture des États-Unis
- P : prévision

[Version texte du graphique Ratio du stock de clôture sur la consommation totale de maïs et de soja](#)

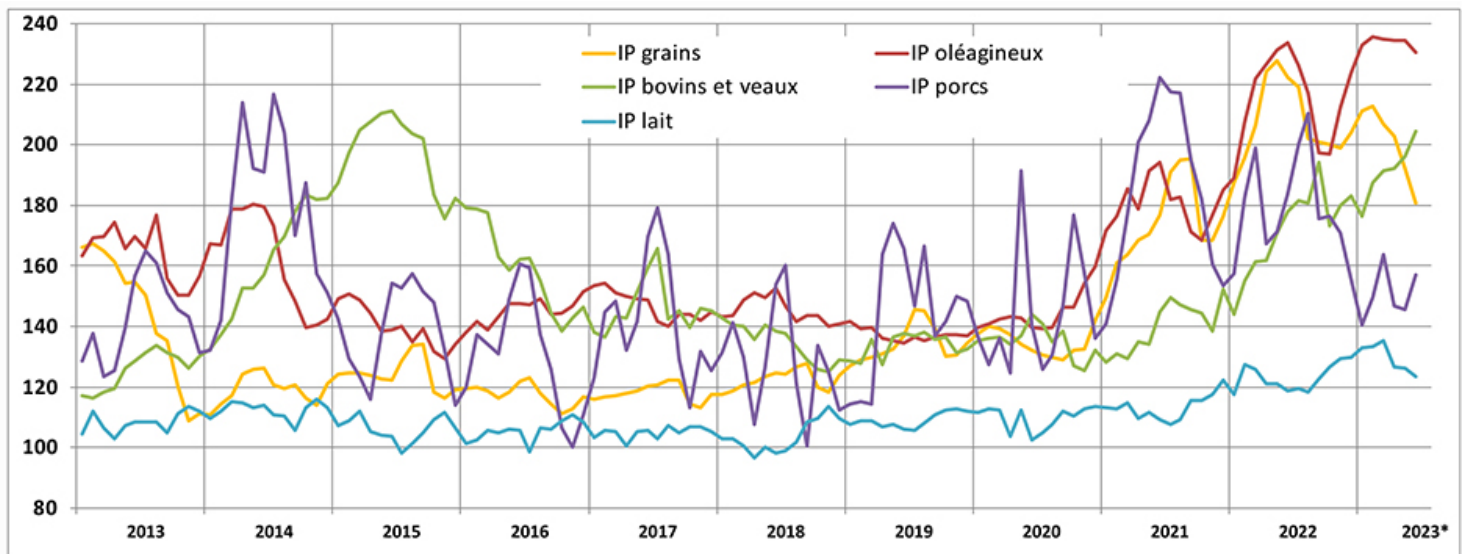
De 2018-2019 à 2022-2023, les ratios du stock de clôture divisé par la consommation totale connaissent une tendance à la baisse, et ce, tant pour le soja que le maïs et tant du côté des États-Unis qu'au niveau mondial. La prévision de 2023-2024 est à l'effet d'une légère augmentation de ces ratio sauf pour le soja aux États-Unis.

Les productions animales

De leur côté, les recettes monétaires des productions animales se sont légèrement accrues au cours des deux premiers trimestres de 2023 par rapport à la même période en 2022, soit de 0,4 % ou 14 millions de dollars. Les productions bovines et celles assujetties à la gestion de l'offre (lait, volaille et œufs) ont connu une croissance appréciable de leurs revenus, soit de 17 % et 8 % respectivement. Depuis 2021, les prix du secteur bovin renouent avec la croissance. Cela permet une augmentation des revenus

pour cette production qui a connu une période prolongée de prix moins élevés. En ce qui a trait aux prix des productions sous gestion de l'offre, notamment celui du lait, ceux-ci ont bénéficié d'ajustements à la hausse dans la foulée de la hausse des coûts de production. Par contre, la production porcine a connu une chute drastique de ses revenus de 21 % ou 211 millions de dollars au cours de la même période. Ce recul majeur des recettes monétaires du porc s'explique par une diminution à la fois de la production et des prix, dans un contexte de restructuration de l'ensemble de la filière.

Indice de prix de certains produits agricoles (IPPA), au Québec, 2013 à 2023



- Source : Statistique Canada, tableau 32-10-0098-01
- 2023* : janvier à juin

[Version texte du graphique Indice de prix de certains produits agricoles \(IPPA\), au Québec, 2013 à 2023](#)

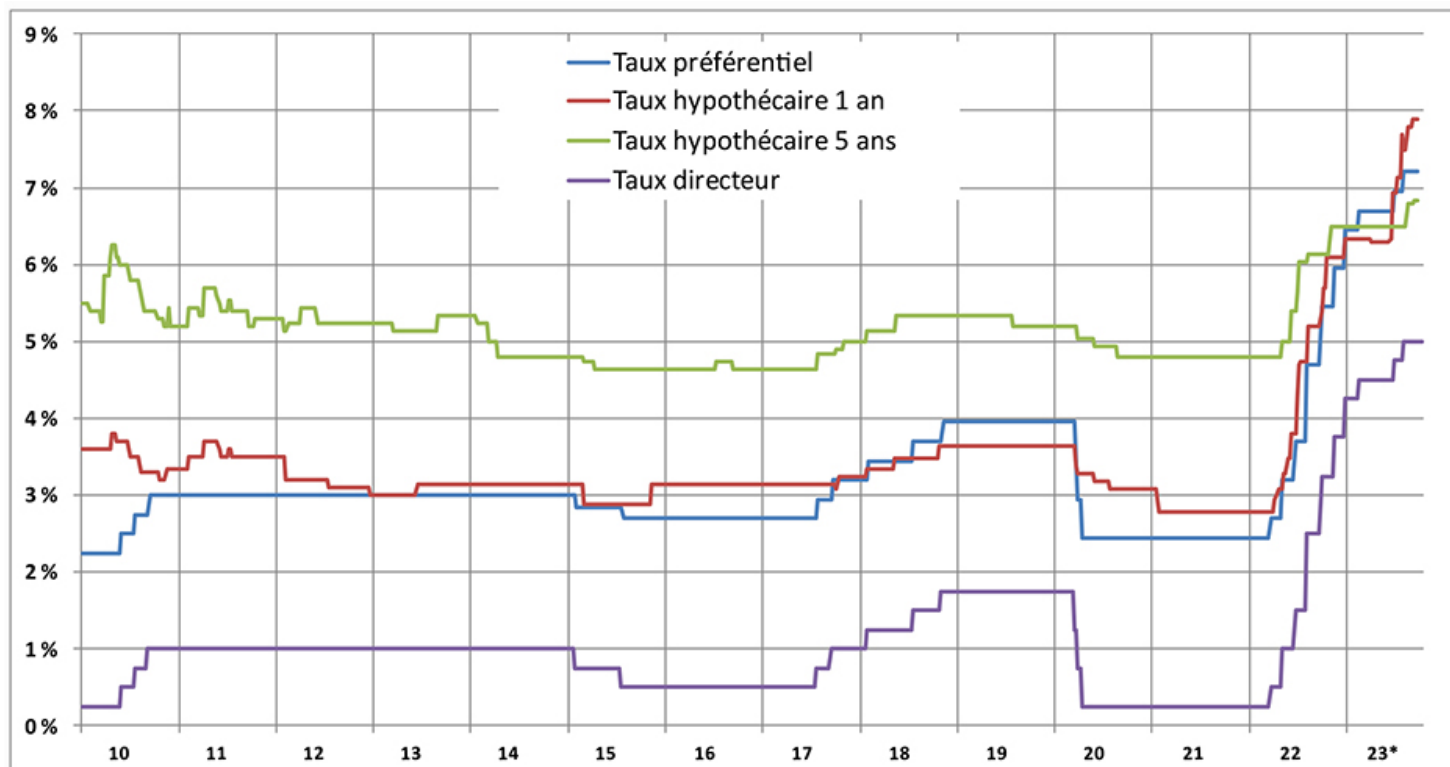
L'Indice des prix des produits agricoles (IPPA) mesure la variation des prix que reçoivent les agriculteurs pour les produits agricoles qu'ils produisent et qu'ils vendent. La période pendant laquelle l'IPPA équivaut à 100 est l'année 2007. L'indice compare, en pourcentage, les prix agricoles courants aux prix pendant l'année de référence 2007 égale à 100. L'Indice de prix (IP) du lait est relativement stable en comparaison à ceux des autres produits agricoles. Au cours de la période de janvier 2013 à juin 2021, il a oscillé entre 96 et 116. De juin 2021 à juin 2023, il a connu une tendance à la hausse. L'IP du porc est celui qui a connu le plus de variations. Il est passé de 128 à un maximum de 217 entre janvier 2013 et juillet 2014 pour redescendre à 100 vers la fin de 2016. Par la suite, il a fortement oscillé entre 100 et un maximum de 222 qui a été atteint en juin 2021. De juin 2021 à juin 2023, il a connu une tendance à la baisse. L'IP des grains est passé de 166 à 110 entre janvier 2013 et janvier 2014. Par la suite, il a suivi une tendance à la hausse jusqu'en juin 2022 puis une tendance à la baisse de juin 2022 à juin 2023. Pour terminer, l'IP des oléagineux est passé de 163 à 180 entre janvier 2013 et mai 2014 pour diminuer à 129 en novembre 2015. Par la suite, il a suivi une tendance à la hausse jusqu'en juin 2022 suivi d'une tendance à la baisse jusqu'en juin 2023.

Taux d'intérêt

La BC a progressivement fait passer son taux directeur de 0,25 % à 4,25 % en 2022 afin de combattre l'inflation qui a atteint un taux moyen de 6,8 % au cours de la même année, soit largement supérieur à la fourchette cible de 1 % à 3 %. En 2023, face à la persistance de l'inflation malgré sa diminution, la hausse du taux directeur s'est poursuivie jusqu'à 5,0 % en date du 26 octobre.

En 2020 et 2021, les frais d'intérêt de l'ensemble des exploitations agricoles québécoises avaient reculé respectivement de 3 % et 4 %, notamment par l'action de la BC qui avait diminué son taux directeur au niveau plancher de 0,25 %. L'année 2022 fut marquée par une hausse de 33 % des frais d'intérêt de l'ensemble des exploitations agricoles du Québec et cette tendance se prolongera aussi en 2023. La BC pourrait maintenir le taux directeur relativement élevé, soit environ 5,00 % si nécessaire afin d'endiguer l'inflation. Par conséquent, il faut s'attendre à ce que les coûts d'emprunt aient des effets sur les résultats économiques de 2023 et de l'année suivante aussi.

Taux d'intérêt administrés des banques à charte, 2010 à 2023



- Source : Banque du Canada
- 23* : janvier à septembre

[Version texte du graphique Taux d'intérêt administrés des banques à charte, 2010 à 2023](#)

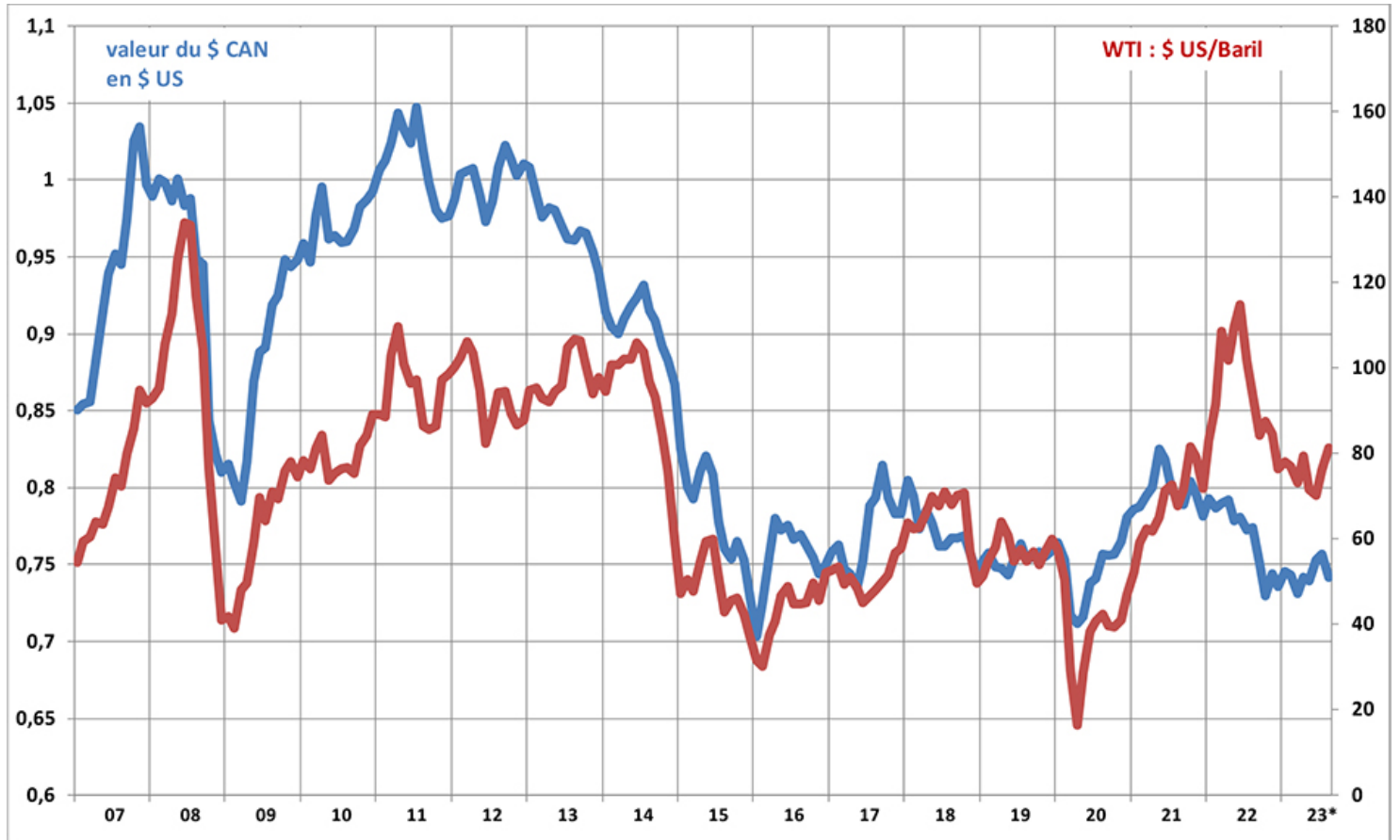
De 2010 à 2017, le taux directeur et les taux d'intérêt ont connu une certaine stabilité marquée de quelques variations, dont une légère baisse de 2015 à 2016. À la moitié de l'année 2017, les taux ont amorcé une hausse suivie d'une stagnation en 2019. Avec le début de la pandémie au mois de mars 2020, les taux ont chuté et ont atteint généralement les mêmes niveaux qu'en 2016. Depuis le mois de mars 2022, le taux directeur et les taux d'intérêt ont connu une hausse prononcée et s'avèrent élevés.

Prix du pétrole et taux de change

En 2022, les difficultés à ajuster la production de pétrole, en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et des incitatifs à maintenir un prix élevé sur le marché, ont mené à une forte hausse du prix de l'or noir. Heureusement, vers la fin de l'année 2022, le prix du pétrole est redescendu à un niveau plus près de la moyenne des récentes années et moins dommageable pour l'économie générale et celle du secteur agricole et agroalimentaire. À ce chapitre, l'année 2023 fut favorable et a même contribué à diminuer le prix des intrants agricoles. Le prix moyen du baril de pétrole West Texas Intermediate (WTI) devrait s'avérer environ 19 % moins élevé en 2023 par rapport à 2022. Toutefois, le marché demeure propice à une remontée du prix de l'or noir, notamment avec les annonces de réductions de l'offre des membres de l'OPEP+, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés.

La diminution de la valeur de la devise canadienne entamée en 2022 s'est poursuivie en 2023. Ainsi, la valeur du huard devrait s'établir à 0,74 \$ US pour l'année 2023 comparativement à 0,77 \$ US l'an passé. Cela constitue également un facteur favorable du point de vue de la compétitivité des produits agricoles et agroalimentaires québécois et canadiens sur les marchés internationaux et locaux, notamment lorsque les prix de référence sont fixés en dollars américains. En contrepartie, la dépréciation de la valeur de la devise canadienne a pour effet d'augmenter les prix des achats d'intrants et d'équipements agricoles importés. Par exemple, la parité entre les deux devises lors des années 2011 et 2012 permettait d'acheter de l'équipement en dollars américains sans être pénalisé par le taux de change. En revanche, les prix des produits agricoles ne bénéficiaient pas d'une conversion avantageuse entre le dollar américain et la devise canadienne. La valeur de la devise canadienne varie selon l'offre et la demande sur le marché des changes et a généralement tendance à suivre le prix des matières premières, notamment celui du pétrole. Advenant une remontée du prix de l'or noir, d'autres facteurs pourraient favoriser une devise canadienne faible et donc avantageuse, soit la vigueur de l'économie et des taux d'intérêt plus élevés aux États-Unis par rapport au Canada de même que l'incertitude économique à l'échelle mondiale en raison notamment de tensions géopolitiques puisque le dollar américain est considéré comme une valeur refuge.

Taux de change et prix du pétrole, 2007 à 2023



- Sources : Agence d'information sur l'énergie et Banque du Canada
- 23* : janvier à août

[Version texte du graphique Taux de change et prix du pétrole, 2007 à 2023](#)

Le taux de change et le prix du pétrole ont connu une tendance à la hausse de 2007 jusqu'à la première moitié de 2008 pour chuter brusquement de la deuxième moitié de 2008 jusqu'au début de l'année 2009. Par la suite, la reprise de leur croissance fut aussi annulée par une chute importante amorcée au second semestre de 2014 et qui s'est terminée au début de l'année 2016. De 2016 à 2018, la légère tendance à la hausse fut caractérisée par de nombreuses oscillations tant pour le prix du pétrole que le taux de change. En 2019, les valeurs de ces deux variables économiques ont légèrement diminué et connu de moins fortes oscillations. Avec le début de la pandémie au mois de mars 2020, le prix du pétrole a chuté pour rebondir, puis suivre une tendance à la hausse jusqu'en juin 2022 puis à la baisse jusqu'en juin 2023. Quant au taux de change, il a chuté avec le début de la pandémie au mois de mars 2020 pour suivre une tendance à la hausse jusqu'au premier semestre 2021 suivi d'une tendance à la baisse.

La Financière
agricole
Québec

© Gouvernement du Québec, 2023